



# BRÈVES Asie du Sud

# ÉCONOMIQUES

Une publication du SER de New Delhi  
N°5 2024

## Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Les Talibans renforcent leurs liens économiques avec la Chine via des accords minier, pétrolier et gazier ;
- ❖ **Bangladesh** : Le déficit de la balance commerciale a diminué au premier semestre de l'année budgétaire en cours ;
- ❖ **Bhoutan** : Le Bhoutan est le premier bénéficiaire de l'aide étrangère indienne ;
- ❖ **Inde** : L'inflation a baissé à 5,1% en janvier 2024 alors que la production industrielle a augmenté à 3,8% en décembre 2023 ;
- ❖ **Maldives** : Mission des services du FMI au titre de l'article IV ;
- ❖ **Népal** : La réduction de la pauvreté au Népal se fait à un rythme moins rapide que prévu ;
- ❖ **Pakistan** : Dans un rapport publié après le scrutin général du 8 février, Moody's souligne les incertitudes politiques qui compliqueront la capacité du Pakistan à négocier rapidement un nouveau programme du FMI ;
- ❖ **Sri Lanka** : Annonce d'un nouveau partenariat entre Sri Lanka et l'Inde dans le domaine énergétique ;

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 20,1%

Le taux de pauvreté au Népal selon les données publiées par l'Office national des statistiques népalais.

# Afghanistan

## La forte réduction de l'aide étrangère met en péril l'accès aux soins de santé de millions d'Afghans

Dans un récent rapport de l'association Human Rights Watch (HRW), les experts mettent en lumière la situation critique du système de santé publique afghan. La crise dont fait face ce dernier est largement attribuée à sa forte dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, laquelle a considérablement diminué depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans en août 2021.

La prise de contrôle des Talibans en août 2021 a plongé des millions de personnes dans la pauvreté et la malnutrition, suite à l'arrêt quasi instantané de l'aide étrangère. Le gouvernement *de facto* non reconnu, les sanctions contre les dirigeants talibans en raison de leurs politiques discriminatoires envers les femmes, l'interruption des transferts bancaires et le gel de milliards de dollars de réserves de devises ont collectivement contribué à interrompre les flux d'aide internationale, cruciaux pour soutenir l'économie afghane. L'aide étrangère représentait traditionnellement 75% des dépenses publiques et 45% du produit intérieur brut. De plus, les coûts élevés des traitements et des médicaments ont rendu les soins inaccessibles pour de nombreux Afghans. D'autre part, les contraintes imposées par les Talibans aux femmes, telles que l'interdiction d'accéder à l'éducation et à l'obtention d'un emploi, ont eu des répercussions sérieuses sur leur accès aux services de santé, compromettant également la formation des futures professionnelles de la santé dans le pays.

## Les Talibans renforcent leurs liens économiques avec la Chine via des accords minier, pétrolier et gazier

Le 1er décembre 2023, le nouvel ambassadeur des Talibans en Chine, Bilal Karimi, a fait son arrivée à Pékin, devenant ainsi le premier ambassadeur envoyé par les Talibans dans un pays depuis leur prise de pouvoir en 2021.

La Chine, distinguée parmi les rares nations acceptant la présence de représentants talibans, détient d'importants intérêts dans les réserves minérales afghanes, notamment le lithium, le cuivre et les terres rares. Les contrats passés auprès des sociétés minières chinoises ont rapporté jusqu'à présent des centaines de millions de dollars aux Talibans. Des figures telles que Bashir Noorzai, ancien baron de la drogue libéré en 2023 d'une prison américaine en échange d'un otage américain, se sont désormais lancés dans les affaires avec la Chine en jouant le rôle d'intermédiaire dans la création de joint-venture entre les deux pays. Parmi les accords majeurs signés, figure un contrat de 3 Mds USD pour l'exploitation de la mine de cuivre de « Mes Aynak », située dans la province de Logar, à environ 30 km au Sud-Est de Kaboul, ainsi qu'un accord de 500 M USD pour un projet de gaz naturel dont la localisation n'est pas spécifiée. Par ailleurs, la société chinoise Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Co (CAPEIC), a signé l'année dernière un important contrat d'extraction pétrolière d'une durée de 25 ans avec les autorités talibanes. CAPEIC prévoit d'investir 150 M USD dès la première année et 540 M USD d'ici 2026, avec pour objectif d'augmenter la production quotidienne à plus de 2 000 tonnes. La Chine projette de forer 22 puits supplémentaires dans le bassin de l'Amu Darya, le fleuve qui borde les États d'Asie centrale de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Ce bassin est estimé contenir 962 M de barils de pétrole brut et 52 025 Mds de pieds cubes de gaz naturel, selon une évaluation réalisée en 2011 par l'institut géologique américain (US Geological Survey).

# Bangladesh

## Le gouvernement bangladais cherche à faciliter les échanges en yuan

Le ministre du Commerce a récemment appelé le gouvernement chinois à implanter une banque chinoise au Bangladesh afin de faciliter l'utilisation du Yuan dans leur commerce bilatéral. Le ministre a également mentionné la possibilité de réexporter en Chine les produits fabriqués au Bangladesh grâce aux investissements chinois. Cette initiative vise à accroître les investissements de la Chine dans le pays et réduire le déficit bangladais dans leur commerce bilatéral qui est aujourd'hui d'environ 22 Mds USD.

Depuis le 4 février, la Banque centrale du Bangladesh a notamment autorisé le Yuan à être échangé à travers une plateforme en ligne spécialisée dans les transactions interbancaires (Real-Time Gross Settlement, RGTS). À ce titre, le yuan rejoint le Dollar américain et canadien, le Yen, la Livre et l'Euro.

## La Banque centrale du Bangladesh instaure plusieurs restrictions dans la nomination des administrateurs des banques

Dans le cadre de sa nouvelle feuille de route pour lutter contre les créances douteuses, la Banque centrale du Bangladesh a établi plusieurs critères concernant la nomination des administrateurs indépendants, en restreignant par rapport à des critères liés à l'âge, à l'expérience, à la possession d'actions dans la banque et au casier judiciaire. Cette annonce fait suite à la décision de la Banque centrale de limiter l'âge des directeurs des banques à 30 ans minimum.

Pour rappel, le secteur bancaire a enregistré une hausse de 20% en glissement annuel des défauts de paiement en 2023. Sur la soixantaine de banques enregistrées par la Banque centrale, seulement dix banques détiennent environ 66% de ces prêts non-performants, dont quatre sont des banques publiques et six sont des banques commerciales privées. La Banque centrale a donc récemment mis en place une feuille de route pour tenter de discipliner le secteur bancaire avec pour objectif de réduire les prêts non-performants à 8%, contre 9% aujourd'hui, d'ici juin 2026.

Dans ce contexte, la Banque centrale souhaite faciliter également les fusions-acquisitions. À ce titre, l'institution financière non-bancaire Union Capital Limited devrait prochainement fusionner avec Prime Bank. Le taux de créances douteuses de Union Capital est de 43%.

## Le déficit de la balance commerciale a diminué au premier semestre de l'année budgétaire en cours

Entre juillet et décembre 2023, la balance commerciale du Bangladesh s'est largement améliorée, passant d'un déficit de 12,3 Mds USD à 4,6 Mds USD en glissement annuel. En effet, alors que les exportations sont stables sur un an, passant de 25,8 Mds USD à 26 Mds USD, les mesures prises par le gouvernement et la Banque centrale ont contribué à réduire les importations de près de 15%, passant de 38 Mds USD à 33 Mds USD.

En conséquence, le compte courant du pays a également progressé et a affiché un surplus de 1,9 Md USD sur le premier semestre de l'année budgétaire, contre un déficit de 4,9 Mds USD lors de la même période l'an dernier.

Le déficit du compte financier a atteint 5,3 Mds USD entre juillet et décembre 2023. A la même période l'an dernier, le compte financier affichait un surplus de 144 M USD. Cette situation s'explique principalement par une baisse des investissements directs à l'étranger (18 Mds USD, soit -27% en glissement annuel). Le montant total des remboursements des prêts étrangers a également été supérieur à l'afflux de nouveaux prêts en devises étrangères.

## Déplacement de l'ambassadeur français pour le climat pour finaliser un pacte bilatéral sur l'adaptation

Une délégation française, conduite par l'ambassadeur Stéphane Crouzat chargé des négociations sur le changement climatique, pour les énergies renouvelables et la prévention des risques climatiques, était à Dacca cette semaine pour finaliser le pacte d'adaptation franco-bangladais.

Lors du déplacement du Président de la République à Dacca en septembre 2023, les deux chefs d'État ont convenu de travailler sur un pacte bilatéral visant à renforcer la coopération sur l'adaptation du Bangladesh au changement climatique. Dans ce cadre, la France s'engagerait à hauteur de 1 milliard d'euros afin de soutenir des projets d'adaptation au Bangladesh et de mobiliser des financements publics et privés additionnels.

# Bhoutan

## Le Bhoutan est le premier récipiendaire de l'aide étrangère indienne

Le Bhoutan s'est vu attribuer la plus grande part du portefeuille de l'aide extérieure indienne dans le budget indien pour 2024/25 avec un montant de 250 M USD en FY25 en baisse toutefois par rapport à FY24.

L'Inde a toujours soutenu la trajectoire de développement du Bhoutan, notamment en termes de coopération hydroélectrique, secteur principal du moteur de l'économie bhoutanaise. Il convient de noter que l'Inde a commencé à fournir une aide au Bhoutan pour son développement dans les années 1960. Depuis, le lancement des plans quinquennaux du Bhoutan, l'Inde est son principal partenaire de développement. Dans le 12<sup>ème</sup> plan quinquennal (2018-23) du Bhoutan, la contribution de l'Inde constitue 73 % de l'aide extérieure totale.

## Depuis deux ans, le Ngultrum enregistre une perte de valeur face au dollar

Depuis le troisième trimestre de l'année 2022, le Ngultrum (NU) s'est constamment négocié autour du seuil de 80 NU pour 1 USD, atteignant son plus haut niveau lors du quatrième trimestre 2022, avec un taux de change de 82,9 NU pour 1 USD. Si l'on considère le taux de change moyen au cours de l'année 2022, le NU s'est déprécié en moyenne de 2,4% par rapport à l'année précédente. La dépréciation a continué lors de l'année 2023, puisqu'au deuxième trimestre 2023, le NU a connu une dépréciation de 3,9 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Toutefois, il convient de noter que depuis le début de l'année 2024, la devise bhoutanaise se renforce légèrement passant de 83,4 USD/NU le 1<sup>er</sup> janvier à 82,78 USD/NU le 16 février 2024 (+0,76%).

La dépréciation du NU n'augmente pas seulement la charge de la dette en exigeant une allocation plus importante du NU, mais soulève également des inquiétudes quant à la viabilité de la dette à long terme, notamment dans un contexte où l'économie rencontre des difficultés à générer des recettes en devises suffisantes. En effet, une monnaie plus faible rend les importations plus coûteuses et les exportations plus chères, ce qui peut stimuler les exportations. Toutefois, la situation commerciale du Bhoutan est unique en raison de ses liens économiques étroits avec l'Inde, qui représente environ 80 % du commerce total, y compris les exportations d'énergie hydroélectrique. Dans ces conditions, la dépréciation du NU ne conduit pas nécessairement à une balance commerciale plus favorable pour le Bhoutan.

## Inde

### *Indicateurs macroéconomiques*

#### Réduction des dépenses d'investissements annuelles pour l'exploitation des gisements pétroliers d'ici à 2030

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les dépenses en capital annuelles de l'Inde pour le développement des champs pétrolifères devraient diminuer d'environ un cinquième d'ici 2030 chutant à moins de 3,5 Mds USD, contre environ 4,3 Mds USD en 2024. Cette baisse est anticipée en raison du manque de découvertes majeures dans le secteur pétrolier. En conséquence, la production pétrolière nationale devrait diminuer, entraînant une dépendance accrue aux importations.

Cette estimation est basée sur le pipeline actuel des projets en amont. Bien qu'il existe un potentiel pour de nouvelles découvertes, le temps nécessaire à l'exploration et au développement peut dépasser le cadre temporel.

En dehors du bloc Krishna Godavari d'ONGC, qui devrait ajouter 45 à 50 000 barils par jour (bpj), il n'y a pas d'autres projets significatifs ayant atteint la décision d'investissement finale. Les licences d'exploration de l'Inde sont principalement dominées par ONGC et Oil India, avec une participation limitée des sociétés étrangères. Le manque d'intérêt des sociétés internationales pourrait être attribué aux découvertes relativement modestes en Inde par rapport à d'autres pays tels que l'Angola, la Norvège, le Guyana et le Brésil.

Le rapport récent de l'AIE met également en évidence une baisse du budget d'exploration des sociétés étrangères en pourcentage des dépenses totales, passant de 21 % en 2000 à 9 % l'année dernière. Cette diminution de l'intérêt pour l'exploration contribue davantage aux défis rencontrés dans le secteur pétrolier indien.

## L'inflation a baissé à 5,1% en janvier 2024 alors que la production industrielle a augmenté à 3,8% en décembre 2023

Le taux d'inflation de détail a atteint son plus bas niveau depuis trois mois, à 5,1% en janvier 2024, contre 5,7% en décembre 2023. D'autre part, la production industrielle est repartie à la hausse en décembre dernier à 3,8% contre 2,4% en novembre, indiquant des perspectives d'amélioration.

La Banque centrale, RBI, a maintenu le taux directeur à 6,5 % pour la sixième fois consécutive lors de la réunion du comité en février. Elle prévoit que l'inflation baissera à 5% au quatrième trimestre de 2023/24. L'inflation devrait encore baisser pour atteindre 4,5 % en l'année budgétaire 2024/25 en cas de mousson dite « normale ».

Bien que les prix alimentaires aient légèrement baissé et que l'inflation des services ait diminué, l'inflation alimentaire reste préoccupante à 8,3 % en janvier par rapport à 9,5 % en décembre.

L'indice de la production industrielle a augmenté de 3,9% en glissement annuel en décembre 2023, après une expansion de 3,6 % en décembre 2022. Cette croissance est soutenue par une progression encourageante dans les secteurs de l'exploitation minière, de la fabrication et de l'électricité.

Les biens de consommation durables ont augmenté de 4,8 % en décembre par rapport à une contraction de 5,5 % le mois précédent, tandis que les biens de consommation non durables ont augmenté de 2,1 % par rapport à une contraction de 3,3 % en novembre. Ce qui indique un signe positif pour la demande des consommateurs, à la fois en milieu rural et urbain.

## Maldives

### Visite officielle du ministre des Affaires étrangères des Maldives, Moosa Zameer à Bruxelles

Le ministre des Affaires étrangères des Maldives, Moosa Zameer, a tenu des discussions avec l'Union européenne (UE) sur la réduction des tarifs des produits de la pêche maldiviens exportés vers les pays européens. Ces discussions ont eu lieu lors de la visite officielle du ministre Zameer à Bruxelles, où il a rencontré Nicola Procaccini, membre du Parlement européen. Les sujets abordés incluaient la réduction des tarifs sur les produits de la pêche maldiviens, et l'exploration des opportunités de coopération accrue entre les Maldives et l'UE. Pendant sa visite, le ministre a également rencontré Paola Pampaloni, directrice générale adjointe du Service européen pour l'action extérieure. Ils se sont entretenus sur les questions relatives au changement climatique, au développement économique, à la coopération sécuritaire, à la réduction des tarifs sur le thon maldivien par l'UE. Le ministre participera également au troisième Forum ministériel indopacifique de l'UE.

### Mission des services du FMI au titre de l'article IV

Les experts du Fonds Monétaire International se sont rendus aux Maldives, pour leur mission au titre de l'article IV des statuts du FMI pour l'année 2024. La mission a souligné que la croissance postpandémique des Maldives avait enregistré un fort rebond (+ 13,9 % en 2022) et qu'elle devrait se stabiliser au cours des prochaines années. En 2023, l'estimation de la croissance était de 4,4%.

Pour 2024, les services du fonds prévoient une croissance de 5,2% stimulée par l'expansion du terminal aéroportuaire de Velana et par l'augmentation des capacités d'hébergement hôteliers.

Cependant, malgré ces bonnes performances, l'économie maldivienne se caractérise par un niveau de dépenses publiques et un déficit budgétaire élevés et par une balance des paiements extérieurs structurellement déficitaire. En outre, comme le souligne la mission, en l'absence de réformes significatives des autorités, la dette publique et la dette extérieure devraient rester également très élevées et difficilement soutenables. Les services du Fonds ont également mis l'accent sur la vulnérabilité de l'archipel au changement climatique. En effet, les Maldives devraient faire face à la multiplication des inondations et à l'élévation du niveau de la mer. La mission a souligné la nécessité de prendre des mesures d'adaptation et de prévention face aux catastrophes climatiques ainsi que l'importance du coût pour l'économie maldivienne.

## Népal

### Les experts du Fonds monétaire international (FMI) présentent leur évaluation de la situation macroéconomique du Népal

Dans un communiqué, les experts du FMI ont dévoilé les conclusions de leur récente mission au Népal, réalisée du 5 au 12 février dernier à Katmandou, portant sur la situation macroéconomique du pays.

Selon le rapport, la position extérieure du Népal continue de se renforcer, soutenue par la vigueur des envois de fonds, l'essor des activités touristiques, la modération des importations et la baisse de l'inflation. Cependant, la baisse de la demande intérieure, l'importance de l'émigration et la croissance modeste du crédit malgré les mesures d'assouplissement monétaire continuent d'exercer une pression sur la croissance économique à court terme.

Les experts insistent sur la nécessité d'une amélioration de la mobilisation des recettes intérieures et de l'accélération de l'exécution des dépenses d'investissement pour soutenir la croissance, tout en assurant la viabilité budgétaire. Ils soulignent également l'importance d'une vigilance accrue sur la qualité des actifs des banques et d'un renforcement des efforts de supervision compte tenu de l'augmentation des créances douteuses, et ce, dans l'optique de préserver la stabilité financière du pays.

Pour les experts du Fonds, les perspectives économiques à moyen terme demeurent relativement positives, avec des investissements stratégiques prévus dans les infrastructures, notamment dans le secteur de l'énergie, pour soutenir la croissance potentielle. Selon le FMI, le prochain sommet sur l'investissement prévu les 29 et 30 mars prochains constituera une occasion propice pour mettre en lumière le potentiel d'investissement du Népal. Les résultats du programme seront formellement évalués lors de la quatrième revue de la facilité élargie de crédit, prévue au milieu de l'année. Pour rappel, le FMI octroie un prêt d'un montant de 395,9 M USD dans le cadre d'une facilité élargie de crédit (FEC).

### La réduction de la pauvreté au Népal se fait à un rythme moins rapide que prévu

Selon les conclusions de la quatrième enquête sur les niveaux de vie 2022-23, rendues publiques lundi par l'Office national des statistiques (ONS), le Népal serait parvenu à réduire de 5% son taux de pauvreté au cours des douze dernières années, un résultat jugé décevant par les experts de l'ONS. Ce chiffre est passé de 25,1% en 2011 à 20,1% en 2023.

En effet, cette période a été marquée par l'instabilité politique, des séismes dévastateurs, l'introduction d'une nouvelle constitution fédérale, les élections fédérales successives et la pandémie de Covid, participant conjointement à maintenir un taux de pauvreté élevé. Le bureau des statistiques a calculé le taux de pauvreté en se basant sur un seuil révisé de 72 908 NPR, soit 550 USD par personne et par an, représentant le revenu nécessaire pour répondre aux besoins alimentaires et non alimentaires de base. Le relèvement des normes minimales pour établir le seuil de pauvreté explique en partie la réduction moins significative que prévu du taux de pauvreté, étant donné qu'en 2010-11, le seuil était fixé à 42 845 NPR par personne et par an, soit 323 USD.

L'économiste Govinda Nepal souligne que le Népal ne dispose pas d'une base durable pour élever les gens au-dessus du seuil de pauvreté. La réduction du taux de pauvreté est attribuée en partie à l'afflux de transferts de fonds, stimulant la consommation des ménages. Cependant, ces transferts ne représentent pas une source de revenus stable, car la consommation des familles dépendantes peut être impactée lorsque les travailleurs migrants rentrent chez eux, mettant en lumière la nécessité d'une approche plus durable pour améliorer la situation économique du pays.

## Le FMI préconise la réalisation d'un audit externe pour les dix principales banques népalaises

Le Fonds monétaire international met l'accent sur la nécessité pour le Népal de mener une évaluation approfondie des portefeuilles de prêts des dix principales banques du pays au cours de l'année. Les préparatifs en vue de ces inspections, menées en collaboration avec un cabinet d'audit international externe, sont actuellement en cours. Cette initiative vise à examiner les portefeuilles de prêts conformément au nouveau cadre réglementaire bancaire, en mettant particulièrement l'accent sur l'évaluation des prêts et des garanties et les risques de concentration. Ces inspections constituent une condition clé du FMI, que le Népal a acceptée, pour accéder au financement dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Selon la Banque centrale, Nepal Rastra Bank, le taux moyen de prêts non performants dans le système bancaire népalais était de 4,29 % à la mi-janvier. Cependant, le FMI exprime des doutes quant à la représentation fidèle des créances douteuses par les banques et les institutions financières. En effet, la pandémie de Covid-19 a engendré une nette augmentation de ces prêts, en raison de l'accroissement des prêts à faible coût. Toutefois, la reprise économique, inférieure aux prévisions, a entraîné de nombreux défauts de paiement. Le FMI avait préalablement signalé une détérioration significative de la qualité des actifs bancaires au Népal.

## La place prépondérante des transferts de fonds dans l'économie népalaise

Un dernier rapport des Nations unies a estimé qu'à l'échelle mondiale, les trois quarts des envois de fonds sont utilisés pour couvrir des besoins essentiels, notamment la nourriture, couvrir les frais médicaux, les frais de scolarité et les dépenses de logement. Le reste, soit environ 25 % des envois de fonds – plus de 100 Mds USD par an – peut être épargné ou investi dans la constitution d'actifs ou dans des activités générant des revenus et des emplois, en particulier dans les zones rurales.

Au Népal, les rapports de la Banque centrale indiquent qu'une part importante des envois de fonds est principalement consacrée à la consommation, au logement et à la terre, et n'est pas utilisée pour des investissements productifs qui contribueraient au développement à long terme.



Les revenus des envois de fonds sont devenus une bouée de sauvetage pour l'économie népalaise, reposant principalement sur les importations. En d'autres termes, la croissance des envois de fonds a largement alimenté les importations au détriment des biens produits localement, certes en minorité, et des activités génératrices d'emplois.

Les experts ont souligné la nécessité de transférer les transferts de fonds vers les secteurs productifs, l'industrie et les services.

Au cours de la dernière année budgétaire, le Népal a reçu des transferts de fonds d'un montant historique de 9,1 Mds USD, ce qui a permis de couvrir partiellement les factures d'importation annuelles du Népal d'un montant de 12,1 Mds USD.

## Les réserves de change atteignent un plus haut depuis six mois

Selon les données semestrielles courant jusqu'à mi-janvier évaluées par la Banque centrale, les réserves de change brutes ont augmenté de 16,9 % en glissement annuel pour atteindre 13,7 Mds USD à la mi-janvier 2024, contre 11,7 Mds USD à la mi-juillet 2023. Les réserves détenues par les banques et les institutions financières (à l'exception de la NRB) ont augmenté de 11,8% pour atteindre 1,6 Md USD à la mi-janvier 2024, contre 1,4 Md USD à la mi-juillet 2023. La part de la monnaie indienne dans les réserves totales s'élevait à 22,5% à la mi-janvier 2024.

Sur la base des importations des six mois de 2023/24, les réserves de change sont suffisantes pour couvrir les importations de marchandises prévues pour 14,5 mois, et les importations de marchandises et de services pour 12,1 mois. Le ratio réserves/PIB, réserves/importations et réserves/M2 était respectivement de 33,8 %, 100,9 % et 27,7 % à la mi-janvier 2024.

# Pakistan

## Les services du Fonds annoncent une nouvelle mission début mars

Une mission des services du Fonds est prévue début mars à Islamabad pour (i) la seconde revue prévue dans le cadre de l'accord de confirmation (SBA) et (ii) entamer les négociations d'un nouvel accord qui pourrait prendre la forme d'une facilité élargie de crédit (FEC). Le nouvel accord pourrait démarrer mi-juillet 2024, comme c'était le cas du SBA, pour permettre un alignement du budget 2024-25 qui sera adopté au Parlement en juin.

La presse craint que la troisième et dernière tranche de l'accord de confirmation (SBA) de 828 M de DTS (environ 1,2Md USD) soit conditionnée au résultat de l'enquête concernant la transparence du scrutin général du 8 février après les allégations d'irrégularités et de fraudes.

## Dans un rapport publié après le scrutin général du 8 février, Moody's souligne les incertitudes politiques qui compliqueront la capacité du Pakistan à négocier rapidement un nouveau programme du FMI

Dans son communiqué, Moody's rappelle qu'après les élections du 8 février, le Pakistan accumule les incertitudes (i) sur la capacité du nouveau gouvernement à former un consensus lui permettant de poursuivre des réformes difficiles mais nécessaires, y compris en matière d'augmentation des recettes; (ii) sur le risque de protestations populaires qui pourraient saper la légitimité et la stabilité du nouveau gouvernement; (iii) sur les risques de tensions sociales qui pourraient s'intensifier et limiteraient la capacité du gouvernement à entreprendre des réformes.

En conséquence, pour l'agence de notation, les incertitudes concernant la mise en place d'un nouveau programme du FMI après l'expiration du programme actuel en avril 2024 restent très élevées.

## Le FMI demande au gouvernement de revoir son plan en matière réduction de la dette circulaire de l'électricité

Le FMI a notamment souligné que (i) les objectifs présentés par le MoE n'étaient pas réalistes (problèmes de données) ; (ii) le plan proposé par le MoE ne répondait pas aux problèmes soulevés par le Fonds ; (iii) la rationalisation des tarifs de l'énergie n'avait pas été bien préparée.

Le chef de mission Pakistan Nathan Porter a indiqué « *qu'il était essentiel que le gouvernement se concentre sur des réformes sectorielles de grande envergure permettant de réduire le coût élevé de l'énergie, de réduire les vols d'électricité et les pertes du réseau, mette en place un système qui soit susceptible d'améliorer la gouvernance et la gestion des structures de distribution de l'électricité (les DISCO), et crée un programme de gestion permettant d'ajuster régulièrement les tarifs de l'électricité à l'offre* ». Il ajoute que « le plan proposé ne résolvait ni la question de la forte augmentation du prix de l'électricité sur les ménages vulnérables ni les risques budgétaires portés par la dette circulaire alors que les subventions électriques avaient fait peser une charge considérable sur le budget au cours des dernières années ».

Le plan du MoE envoyé au FMI avait été approuvé par le Conseil spécial de facilitation des investissements (SIFC), mais le quotidien économique de référence (Business Recorder) estime que le ministère des Finances n'y avait pas suffisamment contribué. Le MoE a indiqué qu'il allait modifier et clarifier son plan d'action visant à réduire la dette circulaire.

## Sur recommandation du FMI, le Comité de coordination économique procède à un ajustement des tarifs du gaz

Le Comité de coordination économique (ECC) a décidé d'augmenter le prix du gaz :

- jusqu'à 27% pour les particuliers ne faisant pas partie des catégories pauvres ;
- de 20 % pour les centrales électriques situées au sein des cimenteries et/ou des sites de fabrication textile, malgré une campagne de lobbying de l'APTMA, la fédération professionnelle des industries textiles du Pakistan contre ces augmentations ;
- de 11% pour les usines d'engrais ;
- il exempte d'augmentations les populations les plus défavorisées.

Selon la ministre des Finances, la révision du tarif de vente devrait permettre aux sociétés gestionnaires de gazoducs (Sui Northern Gas Pipelines Limited -SNGPL- et Sui Southern Gas Company -SSGC-) de dégager des bénéfices cette année.

On notera que, depuis 15 jours, les discussions de l'ECC se sont déroulées dans un climat tendu (les membres de l'ECC craignaient des manifestations populaires et des fermetures d'usines textiles) et l'augmentation du prix du gaz exigée par le FMI est finalement inférieure au projet initial qui prévoyait une augmentation jusqu'à 69%. L'économie budgétaire qui résulte de ces mesures et de la suppression des subventions à l'industrie des engrais représente 360 MUSD, contre 860 MUSD prévue initialement.

## Le Comité chargé de la privatisation (CCoP) est favorable à la proposition du ministère de l'Énergie visant à confier la gestion des DISCO au secteur privé

Le CCoP s'est déclaré favorable au projet de mise en place d'un accord de concession à long terme pour les sociétés de distribution. Le gouvernement de transition s'est toutefois retenu de poser les jalons d'une telle politique après que la commission électorale du Pakistan (ECP) a considéré qu'un gouvernement de transition n'avait pas la compétence constitutionnelle pour engager de telles réformes. Certains experts considèrent qu'une telle politique de concession ne pourrait porter ses fruits que dans le cadre d'une dérégulation énergétique de plus grande ampleur.

## Les réserves de la Banque centrale (State Bank of Pakistan -SBP) en baisse de 221 M USD par rapport au début janvier

À la fin de la première semaine de février, les réserves de change de la SBP s'établissaient à 8 Mds USD, contre 8,2 Mds USD il y a un mois. Cette situation est liée au remboursement de la dette.

## CCEAG-Pakistan: De plus en plus de dirigeants d'entreprises pakistanaïses décident de piloter leurs activités commerciales et financières depuis Dubaï

Au cours des 20 derniers mois, des hommes d'affaires et des Pakistanais issus des grandes familles marchandes du pays ont massivement investi dans l'immobilier à Dubaï. Avec 10,6 Mds USD d'investissements immobiliers, les Pakistanais sont les troisièmes investisseurs immobiliers au sein des EAU, après les investisseurs indiens avec un montant de 29,8 Mds USD et des investisseurs britanniques, avec 14,7 Mds USD. Depuis plus de deux ans, les incertitudes politiques et économiques, le contournement des mesures administratives de contingentement des importations et de restriction des flux de devises, la détérioration de la situation en matière d'ordre public, avec des Mafia effectuant « des extorsions » dans les quartiers de Karachi, ont amené des grands groupes privés pakistanaïses à accélérer le transfert de certaines de leurs activités à Dubaï, notamment en matière d'import-export.

# Sri Lanka

## Coopération américaine dans le domaine portuaire

Dans le cadre de sa stratégie indopacifique, dont l'un des piliers consiste à renforcer la connectivité de cet espace, le gouvernement américain a annoncé un programme de renforcement des capacités de l'autorité portuaire de Sri Lanka (*Sri Lankan Port Authority, SLPA*) en coopération avec le *Colombo Plan*. Pour mémoire, le *Colombo Plan* est une organisation intergouvernementale de coopération créée en 1951 pour le développement économique et social d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est. L'objectif de ce programme de renforcement de capacité est de développer les compétences techniques des ingénieurs et des gestionnaires de SLPA sur les tendances actuelles et les avancées technologiques dans le domaine de la gestion des ports, d'exposer le personnel de SLPA aux normes internationales les plus récentes et de préparer le secteur portuaire sri lankais, notamment dans le domaine de la cybersécurité, à la demande croissante de l'économie mondiale. Ce programme est à mettre en regard avec l'octroi, en novembre 2023, par *L'US Development Finance Corporation*, d'un prêt de 553 M USD à la société sri-lankaise CWICT (filiale du groupe indien *Adani*) pour la construction d'un nouveau terminal à conteneurs (3 M. EVP)

dans le port de Colombo dont la capacité doublera (de 7 à 14 M. d'EVP) d'ici 2025. Enfin, à l'occasion de la signature de l'accord de renforcement de capacité avec SLPA, l'ambassadrice américaine, Julie Chung, a rappelé que les États-Unis étaient l'un des plus grands soutiens des autorités sri-lankaises dans leur lutte contre la criminalité maritime avec notamment le don de trois navires à la marine sri-lankaise depuis 2005. Enfin, il convient de noter que début février, *China Harbour Engineering Company* a livré à SLPA trois grues à portique, dans le cadre d'un contrat d'un montant de 282 M USD portant sur un total de douze grues à portique et de 40 grues à bras. Ces grues, installées sur le nouveau terminal Est (ECT) de SLPA, que l'entreprise publique exploitera directement, permettront d'augmenter la capacité opérationnelle du port.

## Annonce d'un nouveau partenariat entre Sri Lanka et l'Inde dans le domaine énergétique

En marge de l'IEW (*Indian Energy Week*), l'entreprise publique indienne *Petronet* a annoncé qu'elle approvisionnerait Sri Lanka en gaz naturel liquéfié (GNL) à partir de 2025 pour fournir deux centrales électriques d'une capacité totale de 300 MW. Dans une première phase et de façon transitoire, le GNL sera transporté par conteneurs acheminés par voie maritime, livré ensuite directement dans les centrales thermiques, traité sur place par évaporateur, puis utilisé comme combustible. Ces approvisionnements sont prévus à hauteur de 850 tonnes par jour pendant cinq ans. Parallèlement, *Petronet* construira à Sri Lanka un terminal flottant de stockage et de regazéification (*Floating Storage and Regasification Unit* - FSRU, une solution pérenne pour approvisionner Sri Lanka en GNL. Après trois ans de négociations bilatérales, le projet de FSRU a été officialisé pour un budget de 25 Mds INR (soit 301 M USD). Cet accord s'inscrit dans une politique plus large de mise en réseau entre l'Inde et Sri Lanka dans le domaine énergétique. Les deux pays avaient déjà annoncé leur volonté de faire du port sri-lankais de Trincomalee un hub énergétique régional, notamment en investissant dans la modernisation de réservoirs de stockage de carburants construits par les Britanniques pendant la seconde guerre mondiale et en étudiant la faisabilité d'un *pipeline* pour le transport de produits pétroliers. Enfin, une étude de faisabilité sur une interconnexion électrique entre les deux pays est en cours.

## Lancement de la plateforme de paiement UPI à Sri Lanka

Le Premier ministre indien Narendra Modi et le Président sri-lankais Ranil Wickremesinghe ont annoncé le lundi 12 février 2024 qu'il serait désormais possible d'utiliser le système de paiement digital indien UPI via l'interface sri-lankaise LankaQR, ces deux outils permettant de régler des transactions *via* smartphone à partir de comptes bancaires traditionnels. Cette initiative vise à favoriser l'afflux de touristes indiens à Sri Lanka en facilitant la gestion de leurs transactions, 350 000 commerces sri-lankais étant déjà équipés pour recevoir des paiements par LankaQR.

## Forte hausse des revenus touristiques de Sri Lanka au mois de janvier 2024

Selon les dernières données de la Banque centrale sri-lankaise (CBSL), les revenus issus du secteur du tourisme marquent une hausse de 123% par rapport au mois de janvier 2023 en glissement annuel, et, à plus court terme, de 27% par rapport à décembre 2023. Avec un montant de 342 M USD, il s'agit des revenus touristiques mensuels les plus élevés que le pays ait enregistré pour un mois de janvier depuis les attentats de 2019.

Pour les seuls huit premiers jours du mois de février, les services de l'immigration ont relevé l'arrivée de 60 122 touristes, pour un nombre quotidien moyen de 7 515 entrées (contre 6 718 en janvier), portant le cumul annuel jusqu'à ce jour des arrivées de touristes à près de 270 000. Le pays semble ainsi bien parti pour atteindre son objectif ambitieux de 2,3 millions d'arrivées pour un revenu de 4 Mds USD sur l'année 2024.

À cet égard, le ministre du Tourisme Harin Fernando a déclaré vouloir tabler sur cette reprise des arrivées pour contribuer à la reprise économique. Le tourisme représente la troisième source de devises étrangères. Cette reprise contribue ainsi à la reconstitution des réserves de change après la crise de liquidité qu'a traversée le pays en 2022.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)